



**BUREAU  
VERITAS**

Agence Loire-Auvergne  
Bureau de Saint-Etienne  
10, rue du Plateau des Glières  
42000 SAINT-ETIENNE  
Téléphone : 04.77.49.24.00  
Télécopie : 04.77.37.76.81

**UNIVERSITE STENDHAL**

**DOMAINE UNIVERSITAIRE  
38040 GRENOBLE**

A l'attention de Mr EVENOT

Réf. client : 003372 2005988/1/1

Rapport N°: 2009-05 / 303 FK

Rapport établi le 04 Mai 2009 suivant la norme NF X46-020



**L'INGENIEUR Chargé d'affaire  
Florent KROL**

Ce rapport comporte 21 pages dont 5 annexes



## SOMMAIRE

1. - CONCLUSIONS .....	3
2. - PREAMBULE .....	7
3. - BUT DE LA MISSION.....	7
4. - TEXTES DE REFERENCE.....	7
5. - METHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC .....	8
6. - SYNTHESE DES RESULTATS DU REPERAGE.....	9
6.1. - RECOLEMENT DES DONNEES .....	9
6.1.1. - <i>Liste des documents fournis par le client, disponibles le jour de la visite</i> .....	9
6.1.2. - <i>Conclusion de ces documents</i> .....	9
6.2. - DEMARCHES REGLEMENTAIRES EN PRESENCE DE MATERIAUX AMIANTES.....	10
6.3. - REMARQUES COMPLEMENTAIRES.....	11
6.3.1 <i>Joints</i> .....	11
6.3.2 <i>Plaques de couverture</i> .....	11
6.3.3 <i>Autres Composants</i> .....	11
6.3.3 <i>Remarques diverses</i> .....	11
ANNEXE 1 : LISTE DES LOCAUX VISITES.....	12
ANNEXE 2 : PROCES VERBAL DU LABORATOIRE.....	14
ANNEXE 3 : GRILLES D'EVALUATION.....	15
ANNEXE 4 : REPERAGE DES MATERIAUX .....	21
ANNEXE 5 : COPIE(S) DE RAPPORT(S) ANTERIEUR(S).....	22

## 1. - CONCLUSIONS

Il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante listés dans l'annexe 13-9 du code de la santé publique dans les parties rendues accessibles au jour de notre visite

➤ Après analyses :

MATERIAUX TYPE					
FLOCAGES		CALORIFUGEAGES		FAUX PLAFONDS	
MATERIAU	N° PRELEVEMENT	LOCALISATION DU PRELEVEMENT OU DU MATERIAU	RESULTAT DE LA GRILLE D'EVALUATION (CF ANNEXE 3)	MESURES A PRENDRE	PRESENCE D'AMIANTE
Sans objet					

MATERIAUX AUTRES QUE FLOCAGES, CALORIFUGEAGES, FAUX PLAFONDS					
MATERIAU	N° PRELEVEMENT	LOCALISATION DU PRELEVEMENT OU DU MATERIAU	ETAT DE SURFACE (ETAT DEGRADE OU BON ETAT)	MESURES D'ORDRE GENERALES	PRESENCE D'AMIANTE
Colle noire	P39	Couloir 1 <sup>er</sup> Etage	BE	Contrôle périodique de l'état de conservation par un opérateur certifié dans un délai maximum de 36 mois ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage	OUI

➤ Sur décision de l'opérateur :

MATERIAUX TYPE FLOCAGES    CALORIFUGEAGES    FAUX PLAFONDS				
MATERIAU	LOCALISATION DU MATERIAU	RESULTAT DE LA GRILLE D'EVALUATION (Cf ANNEXE 3)	MESURES A PRENDRE	PRESENCE D'AMIANTE
Sans Objet				

MATERIAUX AUTRES QUE FLOCAGES, CALORIFUGEAGES, FAUX PLAFONDS					
MATERIAU	N° PRELEVEMENT	LOCALISATION DU MATERIAU	ETAT DE SURFACE (ETAT DEGRADE OU BON ETAT)	MESURES D'ORDRE GENERALES	PRESENCE D'AMIANTE
Sans objet					



➤ Liste des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

MATERIAU SUSPECT	N° PRELEV EMENT	LOCALISATION DU PRELEVEMENT OU DU MATERIAU	OBSERVATIONS / REMARQUES	PRESENCE D'AMIANTE
Dalle de sol gris claire	P39	Couloir 1 <sup>er</sup> Etage	/	NON

On se reportera à l'annexe 1 qui précise les locaux visités, non visités, les zones non accessibles.

**NOTE IMPORTANTE :**

**RAPPEL :**

En cas de présence d'amiante avérée, il est important de se reporter au §6.5 qui précise les principales démarches réglementaires à mettre en œuvre



## **2. - PREAMBULE**

Ce rapport est établi dans le cadre du repérage des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante désignés au paragraphe 2 pour intégration au dossier technique amiante du **bâtiment** :

**BATIMENT H** – UNIVERSITE STEBDHAL  
DOMAINE UNIVERSITAIRE  
38040 GRENOBLE

## **3 - BUT DE LA MISSION**

Etablir un repérage de la présence éventuelle de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante dont la liste figure dans l'annexe 13-9 du Code de Santé Publique dont le contenu est rappelé ci-dessous :

- Flocage. Projections et enduits.
- Calorifuge. Enveloppe de calorifuge. Conduit et canalisation.
- Panneaux de faux-plafonds, panneaux collés ou vissés au plafond.
- Revêtements durs (plaque menuiserie, amiante-ciment) sur mur.
- Entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre).
- Panneaux de cloison.
- Dalles de sol.
- Matériaux coupe-feu : clapet. Volet. Rebouchage. Joints (tresses, bandes).
- Conduits vide-ordures.

## **4. - TEXTES DE REFERENCE**

- Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29 et annexe 13-9.
- Code de la Santé Publique Chapitre VI section 2 – articles R1336-2 à R1336-5
- Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le Code du Travail
- Arrêté du 22 août 2002 relatif aux consignes générales de sécurité du dossier technique « amiante », au contenu de la fiche récapitulative et aux modalités d'établissement du repérage, pris pour application de l'article R1334-26 du code de la santé publique
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique
- Arrêté du 22 février 2007 définissant les travaux de confinement et de retrait de matériaux non friables présentant des risques particuliers en vue de la certification des entreprises chargées des travaux
- Arrêté du 7 février 1996, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition en application de l'article R. 1334-27 du Code de la Santé Publique
- Norme NFX 46-020 : repérage des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante dans les immeubles bâtis.



## **5. - METHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC**

La mission de diagnostic est réalisée par un ou des expert(s) de Bureau VERITAS titulaire(s) de la certification de personne dans le domaine de l'amiante.

**M. Florent KROL est expert certifié dans le domaine de l'amiante depuis le 16/11/2007 par Bureau VERITAS CERTIFICATION organisme certificateur dans le domaine de l'amiante accrédité par le COFRAC.**

Date limite de validité de la certification : **16/11/2012**

### **Phase de repérage :**

Dans le cadre de l'intégration au dossier technique amiante du bâtiment, **le repérage ne porte que sur les parties rendues accessibles lors de la visite. Cette mission n'est pas une reconnaissance préalable à des travaux de déconstruction, de réhabilitation ou d'extension au sens de l'arrêté du 2 janvier 2002.**

Le récolement préalable des données et rapports existants fournis par le client fait apparaître une première liste de matériaux amiantés et non amiantés.

En cas de doute sur la présence d'amiante lors de la visite sur le site, des échantillons sont prélevés. Les échantillons sont placés dans un conditionnement hermétique. Chaque prélèvement fait l'objet d'un relevé d'observations, précisant sa localisation exacte, sa nature et son état de dégradation.

En cas de présence d'amiante dans les flocages, calorifugeages ou faux-plafonds, les grilles d'évaluation de l'état de conservation de ces matériaux sont complétées et données en annexe 3.

Les actions à entreprendre par rapport à la réglementation sont rappelées en conclusion.

### **Phase d'analyse d'échantillons :**

Cette phase a été réalisée si nécessaire, et/ou sera réalisée si le besoin de prélèvement d'échantillons est avéré lors de la réalisation de sondages destructifs.

Les prélèvements ont fait ou feront l'objet d'une analyse dans les laboratoires de LHCF ENVIRONNEMENT, accrédité par le COFRAC au titre du programme. Les méthodes de prélèvements et d'analyses appliquées sont conformes au programme d'accréditation des laboratoires n° 144 « Essais concernant la recherche d'amiante dans les matériaux et dans l'air » du COFRAC.

En fonction de la nature du matériau à analyser, les techniques d'analyses appliquées sont les suivantes :

- ✓ La microscopie optique à lumière polarisée (MOLP)
- ✓ La microscopie électronique à transmission analytique (META) considérée comme la méthode de référence applicable à tous types de matériaux.

Ces techniques d'analyses sont prescrites dans l'annexe de l'arrêté du 6 mars 2003 « relatif aux compétences des organismes procédant à l'identification d'amiante dans les matériaux et produits »



## **6. - SYNTHESE DES RESULTATS DU REPERAGE**

La visite a été effectuée le **21/04/2009** accompagné de :

**M. EVENOT.**

FONCTION DE L'ACCOMPAGNANT : Responsable service patrimoine

Présence d'une société qualifiée pour effectuer les sondages et/ou démontages : NON

Présence de la société de maintenance des ascenseurs : NON

Présence de la société de maintenance des installations de chauffage : NON

Présence d'une personne habilitée à ouvrir les locaux TGBT : OUI

On se reportera à l'annexe 1 qui précise les locaux visités ou non visités.

### **6.1. - Récolement des données**

#### **6.1.1. - Liste des documents fournis par le client, disponibles le jour de la visite.**

❖ Plans fournis : OUI

❖ Anciens rapports de repérage : NON

#### **6.1.2. - Conclusion de ces documents.**

*absence de document, paragraphe sans objet*

Les résultats antérieurs en matière de recherche d'amiante, communiqués à BUREAU VERITAS dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes en matière de diagnostics et constats.



## 6.2. - Démarches réglementaires en présence de matériaux amiantés

Dans le cadre de l'intégration au dossier technique amiante du bâtiment, **le repérage ne porte que sur les parties rendues accessibles lors de la visite. Cette mission n'est pas une reconnaissance préalable à des travaux de déconstruction, de réhabilitation ou d'extension.**

Il conviendra donc, en cas de travaux, de s'assurer, **par la réalisation d'un diagnostic complémentaire**, de l'absence de ces matériaux dans les parties non accessibles, comme par exemple dans les encoffrements (recherche de présence de produits suspects tel que gaines et conduites en amiante ciment etc...) ou les sous-faces de revêtement de sol, (recherche de présence de produits suspects tels que dalles de sol amiantées etc...).

En cas de présence d'amiante avérée, il est important de se reporter aux informations données ci-après qui précisent les recommandations d'ordre général avec les mesures réglementaires à mettre en œuvre.

Le résultat du repérage doit d'une part être tenu par les propriétaires, à la disposition des occupants des immeubles, des services de l'Etat concernés et des chefs d'établissements, des représentants du personnel et de l'inspection du travail si l'immeuble comporte des locaux de travail, et d'autre part être transmis aux personnes qui entreprennent ou réalisent les travaux en application du code du travail et du décret n° 2006-761

En cas de présence de matériaux de type faux plafond, flocage, calorifugeage, une grille d'évaluation est réalisée conformément à la réglementation; si la note obtenue est de 1, il convient d'effectuer un contrôle périodique de l'état de dégradation du matériau dans un délai de 3 ans ; si la note est de 2, il convient d'effectuer des mesures d'empoussièrement afin de déterminer la concentration en fibre d'amiante dans l'air ambiant ; si à l'issue de ces mesures la concentration est  $< \text{ou} = 5$  fibres par litre d'air, une nouvelle évaluation de l'état de dégradation doit être effectuée dans un délai de 3 ans, si la note est de 3 ou si les mesures d'empoussièrement révèlent une concentration supérieure à 5 fibres par litre d'air, des travaux de retrait ou de confinement doivent être achevés dans un délai de 36 mois. Mais il est impératif que des mesures appropriées soient mises en œuvre sans délai afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à 5 f/l. Ces mesures peuvent être de diverses natures comme par exemple :

- Nettoyage régulier et rigoureux des locaux concernés (nettoyage humide, aspirateur à filtre absolu);
- Pose de bâches, de films destinés à isoler les matériaux;
- Limitation des interventions de maintenance dans les locaux;
- Limitation d'accès aux locaux concernés.

Préalablement aux travaux de retrait ou de confinement des matériaux amiantés :

- ❖ L'entreprise de travaux doit rédiger un plan de retrait amiante indiquant entre autres son mode opératoire, l'aptitude médicale du personnel, la justification de la formation du personnel au retrait de l'amiante. etc. Les travaux ne pourront débuter qu'un mois après la date de réception du plan de retrait par l'Inspection du Travail, la CRAM, l'OPPBTP et la médecine du travail.
- ❖ Les travailleurs intervenant doivent être titulaires d'une attestation de compétence délivrée par un organisme de formation certifié.
- ❖ Pour réaliser le retrait de matériaux dits friables ou de matériaux non friables représentant un risque particulier (présents à l'intérieur du bâti) l'entreprise doit avoir obtenu un certificat de qualification obtenu auprès d'un organisme certificateur accrédité.

## 6.3. - Remarques complémentaires

### 6.3.1 Joints

Nous attirons votre attention sur le fait que bien que ces éléments ne soient pas explicitement cités dans l'annexe 13-9 du code de la santé publique, les différents assemblages, de tuyauteries, de composants de chaudière (accélérateur par exemple) ou de cheminée (insert, foyer) sont susceptibles de contenir des joints amiantés. Pour déterminer la présence ou l'absence de matériaux amiantés, il serait nécessaire de réaliser des sondages destructifs. Ces sondages sont inadaptés au diagnostic présent mais seraient par contre nécessaires en cas de travaux ou de démolition.

### 6.3.2 Plaques de couverture

Bien que ces éléments ne soient pas explicitement cités dans l'annexe 13-9 du Code de Santé Public, **si ces composants et matériaux sont réputés** contenir de l'amiante, nous les avons recensés, et ce, en regard des indications de l'arrêté du 22 août 2002.

### 6.3.3 Autres Composants

Bien que ces éléments ne soient pas explicitement cités dans l'annexe 13-9 du Code de Santé Public, **si d'autres composants et matériaux sont réputés** contenir de l'amiante, nous les avons recensés, et ce, en regard des indications de l'arrêté du 22 août 2002.

### 6.3.3 Remarques diverses

.



## **ANNEXE 1 : LISTE DES LOCAUX VISITES**

### **ANNEXE 1**

#### **LISTE DES LOCAUX VISITES**

*[cette annexe comporte 1 + 1 pages]*



## LISTE DES LOCAUX VISITES

Etage	Locaux visités (bureaux, sanitaires, local technique ...)	Locaux non visités (motif)	Zones non accessibles (plafond et cloisons étanches, gaines montantes ...)	Remarques (fort encombrement, absence de lumière ...)
RDC	Salles H004, H006, H008, H010, H012, H014, H016, Couloir	SANS OBJET	SANS OBJET	SANS OBJET
1 <sup>er</sup> Etage	Salles H101 à H105 , couloir	SANS OBJET	SANS OBJET	SANS OBJET



## **ANNEXE 2 : PROCES VERBAL DU LABORATOIRE**

### **ANNEXE 2**

#### **PROCES-VERBAL DU LABORATOIRE**

*[cette annexe comporte 1 + 1 page(s)]*



LHCF Environnement

BUREAU VERITAS  
Mr KROL  
10 Rue du Plateau des Glières  
42016 ST ETIENNE CEDEX 1

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° échantillon : 09P002989-039  
Version du : 11/05/2009 11:59 Page 1 sur 1  
Date de réception : 06/05/2009  
Référence dossier : 003372 - Commande 0162 - Affaire 2005988/1/1  
Université Stendhal - Domaine Universitaire  
Réf 1510003372  
Référence échantillon : Echantillon n°39 - Bâtiment I - Dégagement - 1er étage - Dalle de sol gris claire + colle

Paramètres	Résultats	Normes
<b>Phase : 1</b>		
Description visuelle	Plaque dure gris clair	
Traitement de l'échantillon	Broyage mécanique	
Nombre de préparations	1	
* Résultat de l'analyse par MET	Pas de fibre d'amiante	Adaptation de la NFX 43-050
<b>Phase : 2</b>		
Description visuelle	Colle noire	
Traitement de l'échantillon	Quantité insuffisante	
Nombre de préparations	-	
* Résultat de l'analyse par MET		Adaptation de la NFX 43-050

Les données transmises par le client ne sauraient engager la responsabilité du laboratoire.

Tayeb Mimouni  
Responsable du Service

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral. Il comporte 1 page(s). L'accréditation par le Cofrac atteste de la compétence des Laboratoires pour les seuls essais et analyses repérés par le symbole (\*) sur le présent document. Le Cofrac est signataire de l'accord unilatéral de EA (European cooperation for accreditation) et d'ILAC (International Laboratory Accreditation Cooperation) de reconnaissance de l'équivalence des rapports d'essais ou d'analyses.

LHCF Environnement  
117, quai de Valmy - 75010 PARIS  
Tél. 01 40 37 03 03 - Fax. 01 40 37 15 12 - e-mail : lhcf@eurofins.com - site web : www.lhcf.fr  
SAS au capital de 312 400 € - RCS Paris B 403 189 426

Version : DEMQ N°06d3a-v.03

Accréditation COFRAC  
N° 1-0615  
Portée disponible sur  
www.cofrac.fr





## **ANNEXE 3 : GRILLES D'EVALUATION**

### **ANNEXE 3**

#### **GRILLE D'EVALUATION**

*[cette annexe comporte 1 + 0 page(s)]*

*ABSENCE DE GRILLE – ANNEXE SANS OBJET*



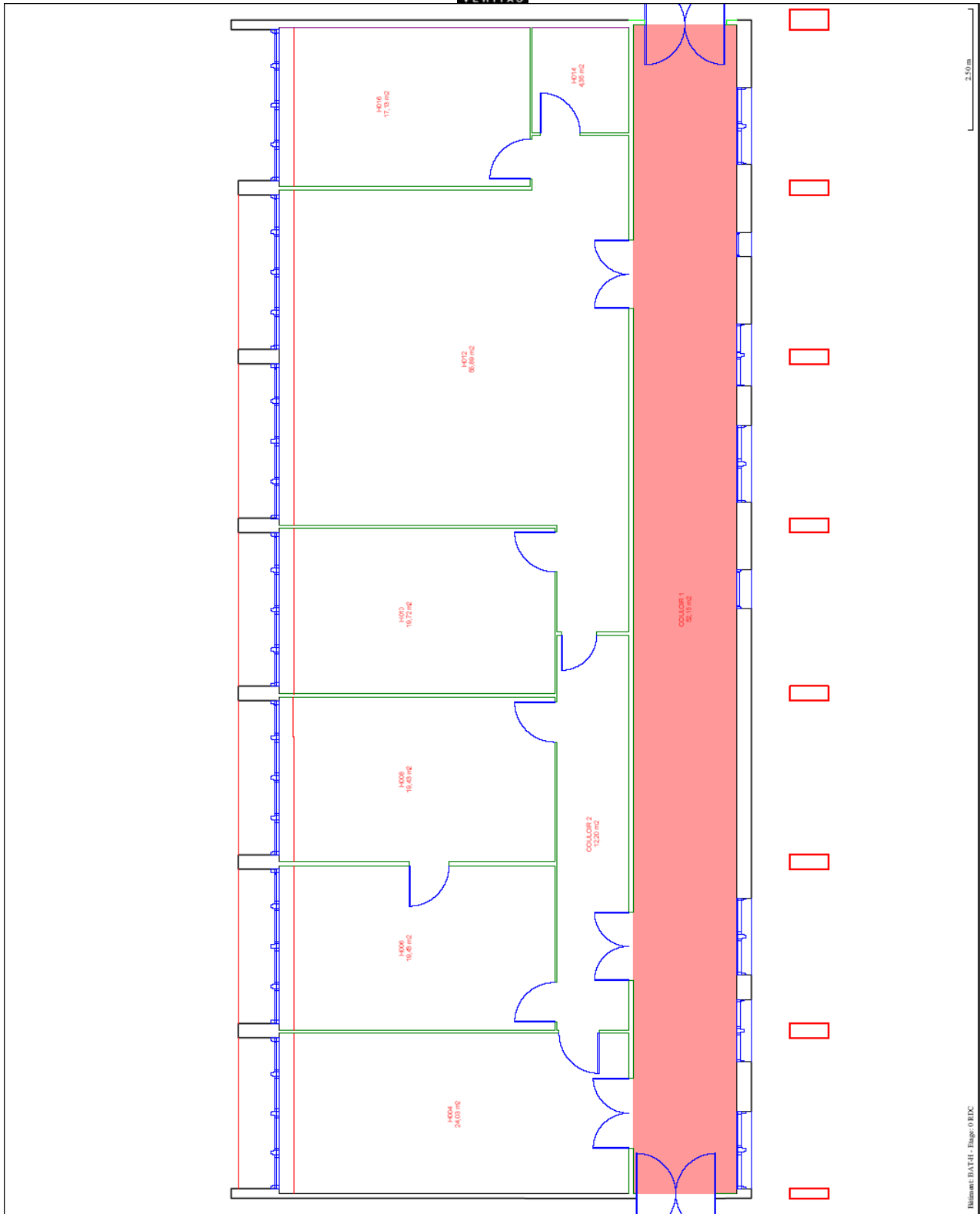
## **ANNEXE 4 : REPERAGE DES MATERIAUX**

### **ANNEXE 4**

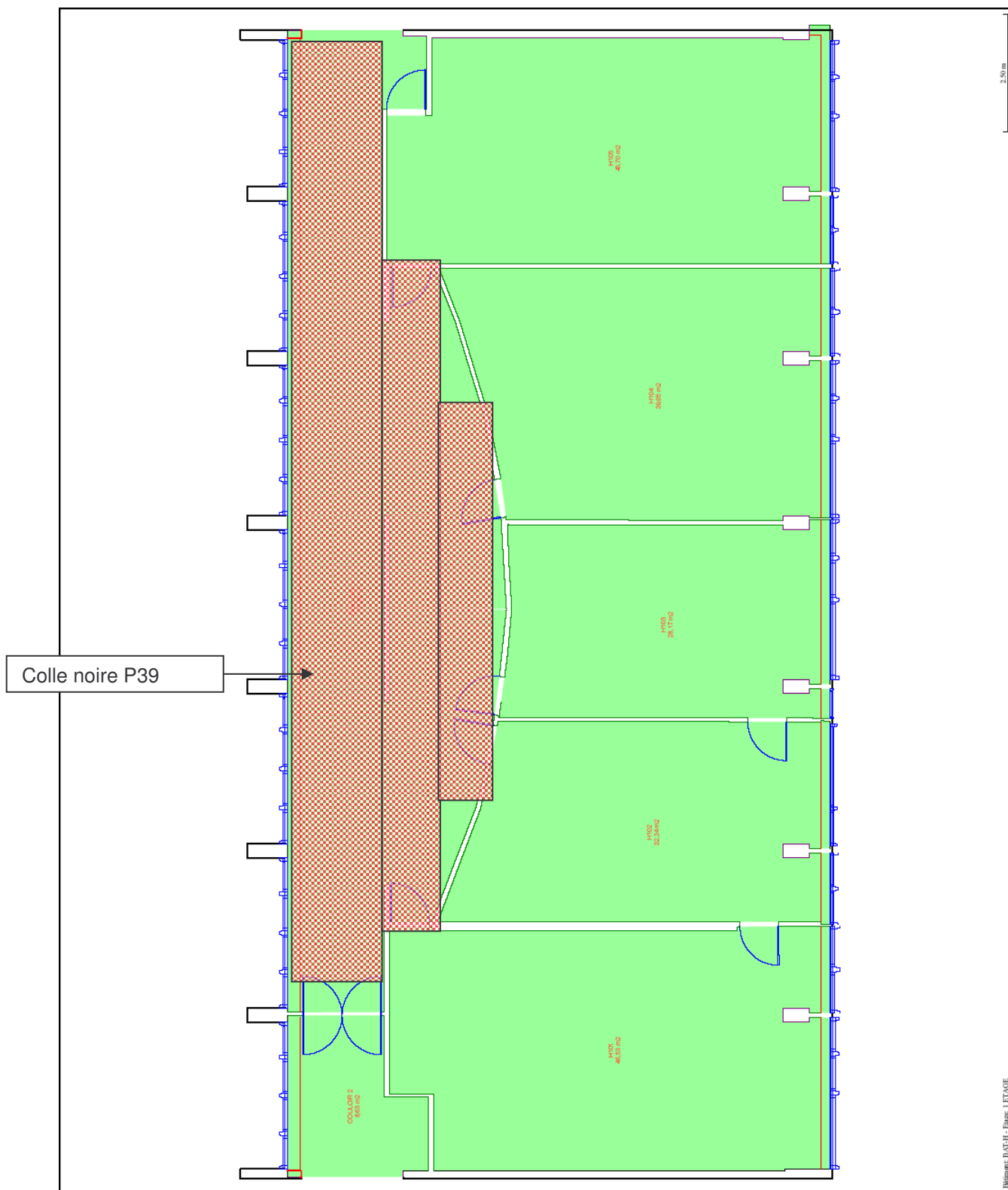
#### **REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE LOCALISATION DES PRELEVEMENTS**

*[cette annexe comporte 1 + 2 page(s)]*





Bâtiment: BATH - Page: 0/10





**ANNEXE 5 : COPIE(S) DE RAPPORT(S) ANTERIEUR(S)**

**ANNEXE 5**

**COPIE(S) DE RAPPORT(S) ANTERIEUR(S)**

*[cette annexe comporte 1 + 0 page(s)]*

***ABSENCE DE RAPPORT – ANNEXE SANS OBJET***



**ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE  
CIVILE DES RISQUES D'ATTEINTES A  
L'ENVIRONNEMENT**

Nous, soussignés AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE dont le siège social est sis 4 Rue Jules Lefebvre 75426 Paris Cedex 09 attestons que la société :

**BUREAU VERITAS  
67/71 Boulevard du Château  
92220 NEUILLY SUR SEINE**

a souscrit le contrat d'assurance n° 413 032 184 20 garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en raison des DOMMAGES MATERIELS, IMMATERIELS et/ou CORPORELS causés aux tiers et résultant d'ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT, ou de MENACES D'ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT du fait de ses activités professionnelles garanties telles que définies ci-après :

-Les missions concernant l'amiante réalisées par le Souscripteur et ses filiales, en France métropolitaine et DROM/PTOM, comme dans les pays de l'Union Européenne et l'Australie, de type diagnostics, repérages, mesures, analyses et missions connexes volontaires ou visées par la réglementation desdits états (notamment les Articles R1334-14 à R1334-29 du Code de la Santé Publique français).

Les activités de maîtrise d'œuvre ou de réalisation de travaux de désamiantage, ou de confinement d'amiante, ne sont pas garanties.

Est également assurée l'Assistance technique aux opérations de traitement afin de mettre le bien en conformité, assister le maître d'ouvrage à qui incombe l'obligation de réaliser des opérations de traitement d'amiante à la suite d'un diagnostic réglementaire ou non et notamment rédaction des cahiers des charges, choix des entreprises, contrôle des travaux par sondage.

Cette attestation ne peut engager AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE au-delà des conditions et limites du contrat.

Cette attestation est valable pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2009 inclus sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou par le contrat.

**Fait à PARIS, le 15 janvier 2009  
Pour servir et valoir ce que de droit  
POUR LA SOCIÉTÉ :**

AXA COR  
Société Anonyme  
Au capital de  
Siège :  
75420 PARIS  
Tél. +33 1 56 92 80 00 - Fax : +33 1 56 92 80 01  
[www.axa-corporatesolutions.com](http://www.axa-corporatesolutions.com)



Certificat  
Attribué à

**Monsieur Florent KROL**

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en applications des articles L271-6 et R 271.1 du Code la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

DOMAINES TECHNIQUES

	Référence des arrêtés
Amiante	21 novembre 2006 (JO 5 décembre 2006)

Date de certification originale : **16 novembre 2007**

Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, ce certificat est valable jusqu'au : **16 novembre 2012**

La validité du certificat peut être vérifiée en se connectant sur le site : [www.certification.bureauveritas.fr](http://www.certification.bureauveritas.fr)

Date : 27 novembre 2007  
Numéro de certificat : 1748150

**Romain PETIT**  
Directeur Général



BUREAU EN CHARGE : Bureau Veritas Certification France - 60, avenue du Général de Gaulle - 92046 Paris La Défense  
BUREAU EMETTEUR : Bureau Veritas Certification France - 41, chemin des Peupliers - BP 58 - 68573 Dardilly Cedex